

EMPLOI, FAMILLE ET DOMICILE DANS L'UNION EUROPÉENNE : 10 PROPOSITIONS POUR UNE EUROPE SOCIALE INCLUSIVE

SYNTHÈSE POLITIQUE



LIVRE BLANC EUROPÉEN



EUROPEAN
FEDERATION
FOR FAMILY
EMPLOYMENT
& HOME CARE

UNE INITIATIVE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Nous constatons que l'Union européenne, mais également ses États membres, rencontrent aujourd'hui des difficultés pour élaborer des réponses communes à la hauteur des enjeux et des préoccupations des citoyens européens. Rarement un scrutin européen aura été aussi incertain que celui prévu en mai 2019. Le manque de confiance actuel des citoyens à l'encontre des institutions européennes force les pouvoirs publics européens à renouer avec une Europe plus sociale.

Les citoyens européens tendent, dans tous les champs de la société, à s'organiser pour inventer et mettre en œuvre les solutions dont ils ont besoin. Ils ne sont plus simplement des consommateurs de la politique publique, ils en sont de plus en plus souvent les initiateurs, et en cela ils deviennent des acteurs à part entière du futur de l'Europe.

Mais la situation actuelle ne doit pas faire oublier les nombreuses avancées de l'UE témoignant ainsi qu'elle est bien un projet politique porteur de réalisations et de mesures protectrices concrètes pour les citoyens européens : le Socle européen des droits sociaux, le renforcement de la protection des travailleurs détachés, la garantie jeune...

Les défis démographiques, enjeux partagés par tous les États membres, méritent une réponse politique européenne transversale. Dans ce contexte, les emplois créés par les citoyens à leur domicile se développent.

Le secteur de l'emploi à domicile correspond aux activités directement rémunérées et déclarées par les ménages, à la croisée des tâches domestiques et de soin. Il constitue par essence un secteur d'initiative citoyenne : deux individus qui décident de collaborer avec pour résultat la réponse aux besoins de l'un, et un emploi pour le second.

Il représente plusieurs millions d'emplois, selon les estimations actuelles d'Eurostat. Parce qu'il se situe aux frontières de l'économie informelle, son potentiel est considérable, à condition que les États mettent en place, dans un cadre européen unifié, des politiques publiques de soutien aux emplois déclarés dans ce secteur, pour permettre aux familles de recruter des personnes qualifiées pour les accompagner, et pour garantir les droits sociaux et des conditions de travail favorables aux salariés.

Ces emplois ne répondent plus seulement aux défis économiques (compétitivité, équilibre entre vie privée et vie professionnelle, travailleurs détachés), sociaux (nouveaux emplois, nouvelles compétences) ou sociétaux (intégration et cohésion sociale) dans l'Union européenne mais ils accompagnent des enjeux plus globaux, géopolitiques et géostratégiques dont l'accueil des populations migrantes en Europe.

Si les emplois entre citoyens à domicile ne constituent pas la seule réponse aux différentes crises traversées par l'UE, ils en représentent néanmoins une part non négligeable, en raison de leur prise directe sur les évolutions fondamentales du mode de vie européen.

Fort de ce constat, l'EFFE porte le Livre Blanc européen « Emploi, famille et domicile dans l'Union européenne » pour contribuer à l'émergence de nouvelles perspectives de l'Europe politique et sociale, tout en reconnaissant ce secteur comme un secteur d'emploi à part entière. ■



L'EMPLOI À DOMICILE : UN GISEMENT D'EMPLOIS POUR RÉPONDRE AUX BESOINS QUOTIDIENS DES CITOYENS EUROPÉENS

La situation démographique de l'Europe évolue fortement sous l'influence de plusieurs facteurs, du taux d'activité des femmes, de la baisse du taux de fécondité, de l'allongement de l'espérance de vie et des risques de pénuries de compétences.

Le vieillissement démographique va s'accélérer dans les années à venir. Ainsi, en 2050, 34,5% de la population européenne aura plus de 60 ans et 70% de la population dépendra de transferts économiques.

Par ailleurs, la mobilité accrue des citoyens, tant sur le plan géographique que social, impacte fortement la vie et la cohésion des ménages et des familles, mais également les conditions de prise en charge des personnes âgées.

Le modèle développé par l'emploi entre citoyens à domicile constitue nécessairement, à ce titre, une opportunité d'innovation et d'intégration pour l'Union européenne. Le secteur de l'emploi à domicile en Europe est porteur d'emplois d'avenir qui assimilent les innovations numériques et robotiques à domicile, tient compte des recompositions familiales, et est susceptible, tout en les professionnalisant, d'intégrer de nouvelles populations.

Les réponses individuelles que chaque famille élabore pour elle-même par le recours à un travailleur domestique, pointent les grands défis sociétaux que l'Europe doit relever à court terme : l'accompagnement du vieillissement de la population, le soutien à la participation des femmes au marché du travail et à la natalité, la création d'emplois déclarés, l'émergence de droits sociaux, la reconnaissance de nouvelles compétences pour les travailleurs domestiques et l'intégration digne des populations migrantes.

En organisant et en construisant eux-mêmes les réponses à leurs besoins de vie, les ménages apportent une réponse citoyenne à des enjeux collectifs de première importance. ■

1/ Une nécessaire reconnaissance de l'emploi à domicile dans les politiques européennes

Pour permettre la structuration d'un dialogue social efficace

L'EFFE soutient, en raison des particularités induites par le secteur, la création à l'échelle européenne et au sein des États membres, d'un environnement favorable pour que les ménages employeurs et les travailleurs domestiques exercent leur droit de s'organiser et négocier collectivement et participent, grâce à un dialogue social adapté à la singularité et aux composantes du secteur, au sein des États membres comme au niveau européen, à la transition vers une économie formelle. Le secteur économique représente à l'échelle européenne des millions d'emplois d'utilité sociale.

Pour garantir une meilleure conciliation des temps de vie et un meilleur accès des femmes au marché du travail

L'emploi à domicile constitue une réponse aux besoins évolutifs de conciliation des temps de vie, car il permet d'externaliser une partie des tâches domestiques et de *care* à des travailleurs domestiques professionnels, choisis et rémunérés par les familles. L'évolution de la société encourage la création de nouveaux emplois qui favorisent la cohésion sociale et la parentalité.





Pour lutter efficacement contre le travail non déclaré, prégnant dans ce secteur

L'EFPE soutient une vision de l'Europe créatrice de marchés du travail inclusifs mais également de politiques de l'emploi en faveur du plus grand nombre, sans préjudice pour les populations vulnérables.

Ainsi la lutte contre le travail non-déclaré, mais également contre la précarisation des relations de travail, doivent faire l'objet **d'une politique européenne coordonnée en faveur de normes professionnelles et sociales décentes pour tous les travailleurs**, dans le respect des prérogatives des États membres.



La reconnaissance au niveau européen des statuts de ménage employeur et de salarié directement employé par un ménage, constituera un point d'appui pertinent et efficace à l'émergence du futur dialogue social européen.

Le dialogue social doit permettre **la création d'un compte universel de compétences** pour faire reconnaître les compétences professionnelles

acquises dans le cadre du travail au domicile et ainsi favoriser l'intégration sociale des populations les moins qualifiées. **La professionnalisation est également un enjeu pour une intégration digne et réussie des populations migrantes**, particulièrement dans le contexte géopolitique actuel.

Les métiers associés à l'emploi à domicile reposent sur des compétences relationnelles et techniques accessibles à des personnes qui ne sont pas ou faiblement qualifiées, ou à des personnes ayant acquis des qualifications dans leur pays d'origine mais dont les diplômes ne sont pas toujours reconnus dans le pays d'accueil.

Pour garantir de meilleures conditions de travail pour les salariés du secteur

Actuellement, le travail domestique est constitué d'une part importante de migrants qui, pour la plupart sont des femmes. A l'échelle européenne, la majorité des salariés à domicile sont des femmes issues de l'immigration non déclarée, qui exercent dans de mauvaises conditions de travail et pour de faibles rémunérations. Leur intégration passe principalement par la professionnalisation et la reconnaissance des droits sociaux.

Pour que les activités qui s'exercent souvent dans un cadre informel et non réglementé basculent dans l'économie formelle, **les États membres doivent inciter les ménages à les déclarer en les alertant notamment sur les risques encourus par leur salarié à leur domicile, en simplifiant les démarches administratives et en soutenant financièrement ces emplois.**

La protection sociale garantit aux salariés une protection des risques d'accident, de maladie ou de chômage, mais aussi impérativement, un revenu à l'âge de la retraite et lui donne les moyens de se former pour éviter les accidents et l'épuisement professionnel.

Le secteur européen de l'emploi à domicile peut être un vecteur d'intégration inclusive des populations migrantes dans les États membres où le cadre législatif le permet. ■





2/ Un contexte favorable

Dans un contexte de transformations économiques et sociales profondes, les États membres doivent réfléchir collectivement aux adaptations qui pourront être apportées à leurs structures sociales afin de mieux répondre à l'ébranlement de l'État Providence.

Il est aujourd'hui essentiel que l'Union européenne accompagne et aide les familles et les citoyens à faire face aux défis sociaux et sociétaux qu'elles rencontrent au quotidien.

Pour l'EFFE, affirmer une nouvelle responsabilité citoyenne, qui puisse émerger grâce à la reconnaissance de la valeur économique de la famille et du domicile, de leurs rôles d'intégrateurs sociaux et de leur force démocratique est l'une des clés du réengagement européen citoyen.

L'investissement dans des modèles durables d'organisation sociale et de développement économique local, qui responsabilisent les citoyens, répondent aux nouveaux besoins et défis sociétaux, est indispensable et contribue directement au maintien du modèle européen. La promotion de la responsabilité citoyenne comme voie d'amélioration de la qualité des services d'accompagnement au domicile des millions d'européens concernés doit inciter l'Europe à construire une nouvelle réponse aux défis sociétaux en reconnaissant l'engagement de l'ensemble des acteurs de l'inclusion et de l'intégration, tout en valorisant la participation de chacun à la vie démocratique et économique européenne.

Les familles et ménages européens sont de futurs contributeurs aux politiques publiques, nationales et européennes.

- ◆ **Intégrer le secteur dans les nomenclatures statistiques européennes et créer un observatoire européen du secteur de l'emploi au domicile des ménages européens.**
- ◆ **Repérer ce secteur dans les statistiques nationales.**
- ◆ **Mesurer son poids économique à l'échelle européenne, et en préciser les composantes sont des objectifs facilitateurs pour l'investissement.** L'investissement envers la politique de l'emploi à domicile et la cohésion sociale, pour valoriser le capital humain européen, et dégager ainsi les forces économiques indispensables au maintien de la compétitivité de l'Europe.

Par ailleurs, les opportunités créées par l'utilisation des outils numériques dans le secteur sont puissantes car elles renvoient au potentiel d'innovation au sein des domiciles, à la professionnalisation des salariés qui y travaillent et aux dispositifs déclarés facilités.

➔ **Parmi les causes du recours au travail non-déclaré, deux aspects apparaissent déterminants pour les familles : l'absence d'un cadre permettant de déclarer rapidement et simplement son salarié, et le coût trop élevé, au regard du budget moyen des familles, du travail déclaré.**

Lorsque des politiques publiques incitatives sont mises en place, elles favorisent la bascule des travailleurs et des emplois concernés dans l'économie formelle sans perturber les organisations et les pratiques familiales et favorisent l'accès à l'ensemble des droits sociaux.

➔ **Le développement de nouveaux usages au domicile crée de nouvelles opportunités.** La famille accompagne ces changements en s'appuyant sur la solidarité intergénérationnelle en permettant, aux personnes âgées de rester au domicile plus longtemps. Pour les salariés, l'opportunité de développer

de nouvelles compétences mais aussi d'enrichir celles déjà acquises est un enjeu de compétitivité sur le marché de l'emploi. Si numérique et robotisation font craindre une menace pour l'emploi, les professions telles que l'aide et le soins aux personnes resteront difficiles à entièrement automatiser, notamment au regard de la forte dimension relationnelle qui caractérise le secteur. Porteur d'innovation sociale et technologique, l'emploi à domicile est garant, intrinsèquement, de valeurs humaines irréductibles et facteurs d'inclusion numérique.

➔ **Les objectifs d'une politique publique de l'emploi familial à domicile au sein de l'UE vise quatre finalités principales :**

- ◆ La création d'emplois de qualité,
- ◆ L'amélioration des conditions de travail,
- ◆ La promotion de l'égalité dans le recours aux emplois du secteur,
- ◆ L'accès pour tous les citoyens européens à des solutions utiles à leur quotidien. ■

LA SOCIÉTÉ CIVILE S'ENGAGE POUR LA RECONNAISSANCE DE CE SECTEUR AU NIVEAU EUROPÉEN

L'emploi à domicile est encore invisible dans un certain nombre d'États membres et le travail non déclaré y est majoritaire car il manque un cadre à l'échelle européenne et nationale.

Le besoin de structuration illustré dans le Livre Blanc « Emploi, famille et domicile dans l'Union européenne » et ses 10 propositions permettent de préciser les effets positifs et le nécessaire appui des autorités européennes pour reconnaître un secteur d'emplois d'avenir.

1/ Une initiative citoyenne qui s'inscrit dans la continuité du Socle européen des droits sociaux

Depuis le Sommet européen du 17 novembre 2017 à Göteborg, un nouvel élan politique a été donné à une Europe sociale plus protectrice. Cet élan peut se révéler éphémère si des propositions et actions concrètes n'émergent pas, au regard du partage des compétences entre États membres et institutions européennes.

La proclamation du Socle européen des droits sociaux peut et doit aider à réconcilier les citoyens avec leurs représentants européens et les bénéfices attendus de la construction européenne. Le 27 juin 2018, Marianne Thyssen, Commissaire à l'Emploi, aux Affaires sociales, aux Compétences et à la Mobilité de l'Emploi, a clairement posé le rôle de « boussole » du Socle européen des droits sociaux. Précisant que, dans cet enjeu, un rôle échouait à chacune des parties prenantes : Commission, États membres, partenaires sociaux et société civile.

A l'approche des élections européennes, et dans une volonté de faire converger les institutions européennes et besoins des citoyens, l'EFFE contribue au débat européen en mobilisant les partenaires de la société civile pour défendre **un modèle d'innovation sociale organisé autour de**

4 enjeux majeurs :



2/ Des politiques publiques adaptées pour répondre à des enjeux transversaux

La politique publique du secteur de l'emploi à domicile au sein de l'UE doit pouvoir répondre aux problématiques prioritaires :

- ◆ **Favoriser une bonne compréhension** du poids économique et social du secteur ;
- ◆ **Accompagner les États membres** désireux de développer des politiques de soutien sur la base des bonnes pratiques au sein de l'UE ;
- ◆ **Faciliter la quantification des effets positifs** et la prise en compte du soutien qu'apporte le secteur à d'autres politiques de l'UE (comme la lutte contre le travail non déclaré, l'autonomie des personnes handicapées, la conciliation des temps de vie, l'accueil de l'enfance, les enjeux liés au numérique, la protection sociale...);
- ◆ **Développer un statut spécifique** pour le ménage employeur et le salarié à domicile ;
- ◆ **Développer la formation professionnelle** afin d'assurer une plus grande compétitivité des employés et un meilleur parcours professionnel ;
- ◆ **Développer et structurer les organisations d'employeurs et de salariés** du secteur pour favoriser le dialogue social, les négociations collectives et assurer les droits individuels des salariés et préciser les droits et les obligations des employeurs ;
- ◆ **Permettre aux enjeux du secteur d'être mieux fléchés** dans les financements liés à la Politique de Cohésion post-2020.

L'EFFE, à travers ses 10 propositions, propose d'une part la création d'un cadre européen de référence permettant d'harmoniser l'emploi à domicile européen, alliant protection sociale pour les salariés concernés et facilitation d'embauche pour l'employeur, et d'autre part d'encourager les rapports conventionnels entre les organisations représentantes des employeurs et des salariés du secteur, au sein des États membres et de l'UE. ■

Enfin, l'EFFE envisage la mise en œuvre de ce cadre de référence selon **3 étapes** par :

1

une recommandation de la Commission européenne aux États membres de l'Union qui reprendrait les **10 propositions pour un cadre européen de référence**.



2

des initiatives prises au niveau de l'Union telles **la création d'un Observatoire et d'un statut européen de l'employeur à domicile**.



3

des **recommandations spécifiques** aux États membres dans le cadre du semestre européen.



LIVRE BLANC EUROPÉEN



Contact :

Aude Boisseuil, Déléguée générale

+33 (0) 626 082 166

aude.boisseuil@effe-homecare.eu

www.effe-homecare.eu



EUROPEAN
FEDERATION
FOR FAMILY
EMPLOYMENT
& HOME CARE